**Mémoire présenté au gouvernement du Québec
dans le cadre de la consultation sur la planification de l'immigration au Québec
pour la période 2020-2022**

parr Me André Sirois
Avocat auprès de l'ONU

(version finale)

Madame la Présidente
Mesdames et Messieurs,

Je m'appelle André Sirois. Je suis avocat. J'ai fait la plus grande partie de ma carrière à l'Organisation des Nations Unies, dans différents bureaux et divers tribunaux de l'ONU et au Secrétariat à New York. J'ai aussi travaillé pour plusieurs autres organisations internationales et administrations publiques. J'ai notamment été conseiller juridique de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada. Je m'intéresse sort des immigrants depuis fort longtemps; en fait depuis 1956 --il y a près de 63 ans--, alors que, avec d'autres, j'ai participé à l'accueil des réfugiés hongrois qui sont arrivés par bateau à l'Anse-aux-Foulons, ici à Québec. (J'y reviendrai si j'ai le temps.)

Je me réjouis de la tenue de ces audiences tout en regrettant que nous n'ayons jamais vraiment fait de véritable consultation de fond pour examiner toute la problématique de l'immigration au Québec. Une tel débat est plus nécessaire que jamais alors que les lobbys de l'immigration tentent de l'empêcher en criant au racisme et à la xénophobie. Il faut faire une véritable consultation sur l'ensemble des questions d'immigration au Québec, et au Canada, le cas échéant. Ce sera ma première recommandation.

Entre-temps, le Québec décider de faire un moratoire et suspendre toute immigration au Québec, le temps nécessaire à une réflexion pour décider de politiques de fond. Ce sera ma deuxième recommandation.

Par conséquent, en toute logique, je ne commente pas le Cahier de consultation directement : ce serait comme discuter de décoration intérieure quand l'incendie menace.

En ce qui concerne l'immigration le Québec fait face à quatre problèmes majeurs : deux problèmes anciens relevant de ses rapports avec le Canada : a) Il n'a pas le contrôle de l'immigration ni des immigrants; b) Il est pris avec le multiculturalisme. Et deux plus récents : c) le *Pacte global sur les migrations* et le *Pacte global sur les réfugiés*, et d) l'explosion démographique fulgurante en Afrique subsaharienne.

Je veux vous proposer quelques observations à ce sujet. Puis, je veux tenter de dénoncer quelques erreurs importantes qui sont colportées à ce sujet et répétées comme des vérités.

a) Le Québec n'a pas de véritable pouvoir sur l'immigration ou sur les immigrants. Prétendre le contraire ne fait qu'ajouter aux problèmes déjà nombreux. Tous les immigrants entrés au Canada pourraient déménager au Québec demain matin sans que le Québec puisse s'y opposer. C'est la *Charte* qui le permet. De même tous les immigrants établis en région au Québec peuvent décider d'aller n'importe où ailleurs au Québec et au Canada, notamment à Montréal, et le Québec ne peut pas s'y opposer. C'est d'ailleurs ce qu'ils font. Le Québec est soumis à toute l'autorité du fédéral en ce domaine, il faut le rappeler. Et de n'est pas le moindre problème.

b) Le Québec est pris avec les objectifs de multiculturalisme du gouvernement canadien, cette vaste fumisterie, rejetée ou en voie d'être rejetée dans les quelques pays qui ont voulu l'essayer et qui, au Canada, est utilisée pour faire disparaître les Québécois dans un vaste magma multiethnique, ce qui, pour eux, est dans les faits une politique génocidaire.

On sait maintenant que le multiculturalisme ne marchera pas et ne peut pas marcher. Les quelques pays qui l'ont essayé ont mis fin ou sont en train de mettre fin à cette expérience. Et la plupart des autres États membres de l'ONU ont refusé catégoriquement de se prêter à cette expérience. Pourquoi? Ils en ont une démonstration vivante depuis plus de 75 ans justement avec l'ONU. On a cru, ou voulu croire, qu'en réunissant ainsi des employés de toutes origines on arriverait à créer un corps de fonctionnaires qui travailleraient à l'unisson pour améliorer le sort du monde. Qu'est-ce qui est arrivé dans les faits? Depuis près de 75 ans, on a une administration extrêmement corrompue et inefficace et totalement hors de contrôle. Pourquoi? En grande partie à cause des guerres administratives constantes entre divers groupes nationaux, ethniques et raciaux. On peut vraiment parler de guerres puisque, dans les faits, dans certains services il y a même eu des morts et des disparus.

On sait donc qu'il n'est pas suffisant de réunir des personnes de différentes origines, dans les meilleures conditions possible, pour que d'un coup de baguette magique elles puissent travailler ensemble. Bien au contraire. Pour tenter d'y arriver, il faudrait, dans le cas du Québec, en faire des citoyens et pas seulement des consommateurs et de la main d'oeuvre à bon marché. Nous n'en sommes pas là. Bien au contraire, la politique du multiculturalisme, imposée au Québec, ne fait qu'encourager la formation de ghettos et de groupes ethniques luttant pour s'imposer au détriment les uns des autres et au détriment des Québécois. C'est ce que nous voyons déjà maintenant.

Des études faites en France affirment qu'il faut trois générations pour passer de l'état d'immigrant dans un pays à celui de citoyen à part entière, avec un véritable sentiment d'appartenance. On le voit: nous sommes très loin de cela.

c) *Le Pacte global sur les migrations* et *le Pacte global sur les réfugiés*. Il faut absolument dire un mot de ces deux pactes qui représentent sûrement un très grand danger pour des pays comme le Canada ou pour des administrations comme celle du Québec. Ces pactes ont été préparés dans le secret puis imposés à la machinerie administrative de l'ONU et présentés aux États membres-pour signature, sans aucune consultation, nationale ou autre. Ces pactes prétendent lier les États signataires (on utilise 16 fois l'expression « s'engage à ») et même les faire renoncer à une partie de leur souveraineté. C'est pourquoi les États-Unis ont refusé de les signer; et c'est bien ce que le Canada aurait dû faire aussi. Le résultat de ces pactes c'est que les États dictatoriaux ou anti-démocratiques qui contrôlent maintenant l'ONU, des États qui n'acceptent pas d'immigrants ou de réfugiés, vont contraindre les quelques États qui en acceptent déjà d'en accepter encore plus et d'être encore plus généreux avec eux. Beaucoup voient dans ces pactes une première étape vers un gouvernement mondial de non-élus, n'ayant de compte à rendre à personne. Malheureusement ni le Canada ni le Québec ne semble saisir l'importance de ces enjeux.

d) La terrifiante explosion démographique en Afrique. Dans ce cas, la croissance est absolument énorme, fulgurante et probablement incontrôlable. Les experts sont d'accord. On n'a qu'à lire l'excellent livre de Stephen Smith *La ruée vers l'Europe* ou celui de Laurent Obertone, *La France interdite, La vérité sur l'immigration*, ou les solides analyses du professeur Bernard Lugan. Avec un taux de croissance de 4% la population double tous les 18-20 ans. D'ici à 2030, l'Afrique va voir sa population passer de 1,2 milliard à 1,7 milliard avec plus de 50 millions de naissances par an. En 2100, avec plus de 3 milliards d'habitants le continent africain abritera 1/3 de la population mondiale, dont les trois quarts au sud du Sahara.

Pour ceux qui le peuvent une seule solution : émigrer à tout prix. Le résultat c'est que déjà en ce moment une forte partie de l'aide au développement est détournée et sert en fait à assurer l'émigration d'un fort pourcentage d'Africains.

Comme le faisait remarquer l'ethnologue Eibl-Eibesfeldt, le problème clé, pour l'avenir est l'augmentation de la population mondiale. « Chaque peuple sa démographie à ce que peut supporter son pays. Dans un monde surpeuplé, la croissance démographique ne peut plus être un argument justifiant une prise de terre. »

« En quoi un État, même peu peuplé, devrait abandonner sa souveraineté et ses frontières et sa population au prétexte qu'un lointain pays ne contrôle plus sa démographie? »¹

Je voudrais aussi dire quelques mots de faussetés abondamment en matière d'immigration concernant le Québec ou les Québécois.

1. Première fausseté : Nous sommes tous des immigrants. Les Québécois descendent de Français qui ont envahi ce pays et ont commis des malversations contre les Indiens et, comme le dit la mairesse de Montréal, ils devraient « se réconcilier » avec eux.

Contrairement à ce que prétend la version fédéraliste et multiculturaliste, nos ancêtres français n'étaient pas des immigrants. Ils ont établi ici une colonie française après y avoir été invités par les Amérindiens. C'est un fait unique dans l'histoire des colonisations. Ni les Anglais, ni les Espagnols, ni les Portugais, ni les Hollandais ne peuvent prétendre à une telle légitimité. Contrairement aux Canadiens anglais et aux autres descendants de colonisateurs, nous n'avons pas à nous faire pardonner d'avoir envahi un territoire et d'en avoir dépossédé les occupants ou à « se réconcilier » avec les Amérindiens. C'est important de le dire. C'est à l'invitation des Amérindiens et en établissant des ententes avec eux que les Français ont constitué la Nouvelle-France et ont pu établir leur vaste colonie. C'est un fait tellement unique que la Cour suprême des États-Unis en fait une mention élogieuse dans l'un de ses jugements les plus importants sur les droits des Amérindiens. (*Johnson Graham's v. William M'Intosh*, 21 U.S. (8 Wheat.) 543 (1823).

Vous en voulez une preuve : regardez le récit du premier hiver de la colonie quand tous les Français ont failli mourir. Ceux qui ont été sauvés l'ont été par les Amérindiens. C'est les Français reconnaissants qui en font état dans leurs récits. Peut-on trouver une meilleure preuve des bonnes relations entre Indiens et Français? D'autre part, regardez autour de vous le long du Saint-Laurent comment les lots sont répartis, d'une manière si particulière, tous ouverts sur le Saint-Laurent, sans crainte des attaques des Amérindiens.

Donc, à l'invitation des Indiens les Français ont établi ici une colonie française et par conséquent les Français qui venaient s'établir ici, venaient s'établir dans une colonie de leur propre pays. Ils n'immigraient pas dans un pays étranger; ils étaient sujets du roi de France et ils le demeuraient. Ils n'étaient donc pas des immigrants² et ils ne l'ont jamais été.

¹ Laurent Obertone, *La France interdite, La vérité sur l'immigration*, RING

² « Immigrant, ante: Personne physique qui pénètre ou cherche à pénétrer sur le territoire d'un État dont elle n'est pas nationale afin d'y établir son territoire ou sa résidence, de façon permanente et souvent sans espoir de retour. » CORNU, Gérard « Vocabulaire juridique ». (Les soulignés sont de nous)

2. Deuxième fausseté : Les immigrants actuels sont des immigrants comme l'étaient nos ancêtres et ces deux expériences sont équivalentes. C'est bien entendu totalement contraire aux faits. Les immigrants actuels arrivent dans un pays déjà existant, constitué et administré. Nos ancêtres ont FAIT ce pays. Littéralement. Quand on dit FAIRE, on ne peut pas lui donner un sens plus littéral et plus complet. Et contrairement aux Anglais qui arrivés ici, les Français de Nouvelle-France n'ont pas envahi un pays en en dépossédant les habitants.

Contrairement aux immigrants que nous avons accueillis par la suite et à ceux que nous accueillons encore, ces Français ne sont pas venus s'établir dans un pays déjà construit et constitué. Ils ont dû le faire. Nous ne devons pas l'oublier et nous devons absolument faire en sorte que les immigrants que nous accueillons l'apprennent et le sachent. Le Québec doit s'assurer que ses immigrants reçoivent des notions fondamentales de l'histoire du Québec. Il ne doit surtout pas s'en remettre à la minable version fédéraliste de l'histoire du Canada distribuée par le gouvernement canadien.

3. Autre fausseté : Les Québécois sont xénophobes et hostiles aux immigrés. Rien de plus faux. Dès la fondation de la colonie, les Français ont accueilli des réfugiés, notamment des réfugiés iroquois, que les missionnaires ont aidés à s'établir tout près de Montréal après la fondation de cette ville. On pourrait parler aussi de l'accueil chaleureux fait aux réfugiés irlandais par les habitants du Bas-du-fleuve ou des 3500 personnes venues à l'Anse-aux-Foulons accueillir généreusement des réfugiés hongrois en 1956.

4. Une autre affirmation erronée: les immigrants c'est bon pour l'économie. Les études récentes sont unanimes : c'était peut-être le cas il y a 20 ou 30 ans, ce n'est plus le cas maintenant. Selon un économiste spécialisé en finances publiques (Bernd Raffelhüschen) chaque réfugié coûtera dans sa vie environ 450 000 euros (env. \$650 000CDN)

5. Autre erreur : il faut que la politique québécoise accueille des immigrants afin d'assurer le maintien d'un bassin de main d'oeuvre, à bon marché. Vue ainsi, l'immigration est une façon d'arriver à cette fin en faisant payer le Trésor public. Et, faut-il le rappeler, on endette ainsi le Québec et les générations futures de contribuables pour enrichir la génération actuelle d'hommes d'affaires. Ce n'est pas ainsi que l'on règle les problèmes de main d'oeuvre dans de nombreux autres pays. Surtout pas en vendant la citoyenneté à rabais. Depuis plus de deux mille ans, on utilise une variété d'autres solutions, reposant notamment sur les permis de séjour temporaires.

6. Une autre fausseté est l'affirmation que l'immigration va servir à compenser le déclin démographique. Il n'existe aucun document sérieux pour démontrer le bien-fondé de cette affirmation. Au contraire. Des études des Nations Unies et deux excellents livres faits ici au Québec (*Le remède imaginaire* de Benoît Dubreuil et Guillaume Marois ainsi que *Disparaître?* de Jacques Houle) montrent que cette affirmation n'a aucun fondement. Tout au plus, selon une étude toute récente de l'Institut de la statistique du Québec (*Perspectives démographiques du Québec et des régions 2016-2066*), cela pourrait-il faire une très légère différence.

7. Mais surtout, le pire des mensonges vient de notre imagination : c'est celui que beaucoup de gens de bonne foi – et très généreux – s'imposent à eux-mêmes et nous imposent du même fait. On croit qu'en acceptant de plus en plus d'immigrants et de réfugiés, on va arriver à régler tous ces problèmes. Il faut le dire clairement: ce n'est pas le cas. Simplement à cause du nombre et de sa croissance exponentielle. Il faut ici rappeler deux vérités élémentaires et essentielles : a) Ce n'est pas parce qu'on a un problème qu'il faut s'agiter et faire quelque chose. Parfois il vaut mieux ne rien faire. b) Et ce n'est pas parce

qu'il faut faire quelque chose qu'il faut faire n'importe quoi. Or malheureusement dans le domaine de l'humanitaire et des réfugiés, par exemple, les Canadiens se sont fait une solide réputation d'interventions très généreuses mais ridiculement naïves, puérides, intempestives et inefficaces. Un exemple relativement récent : Après que Mme Merkel eut annoncé qu'elle allait accueillir un million de réfugiés, le premier ministre Justin Trudeau a pris un engagement semblable : ces deux interventions ont eu un résultat immédiat: les passeurs ont triplé leurs prix; Mme Merkel et M. Trudeau sont devenus –involontairement sûrement-- complices de ces mafieux et leur ont fait faire une fortune. Non seulement la générosité ne suffit pas pour être efficace, elle peut avoir des effets pervers dramatiques : Un exemple terrible: à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, quand les Américains ont libéré les camps de concentration, ils y ont trouvé des prisonniers qui mouraient de faim et suppliaient qu'on leur donne à manger. N'écouter que leur bon coeur, les soldats leur ont immédiatement donné leurs rations. Et ils ont tué ces prisonniers, dont l'organisme ne pouvait plus résister à tant de nourriture ingérée aussi subitement. C'est dire que, malheureusement, la générosité ne suffit pas et qu'il faut être bien informé, éviter de se laisser manipuler et prendre les décisions adéquates, si difficiles soient-elles.

Partie III

Recommandations

1. À l'échelle du Québec, il faut entreprendre une véritable consultation de fond sur les enjeux de l'immigration au Québec par rapport à ses pouvoirs en ce domaine et à la politique fédérale du multiculturalisme. La première recommandation est donc de faire une véritable consultation sur l'ensemble des questions d'immigration au Québec.
2. Entre-temps, il faut déclarer un moratoire sur l'immigration au Québec pour pouvoir mieux examiner la situation, les enjeux et les solutions possibles. Quoiqu'il arrive de la recommandation de moratoire, qu'elle soit retenue ou non, je ferais aussi quelques autres recommandations qui me paraissent essentielles.
3. Le gouvernement du Québec devrait entreprendre des démarches auprès du gouvernement fédéral pour faire rétablir à cinq (5) ans le délai d'attente pour l'attribution de la citoyenneté.
4. Le gouvernement du Québec devrait rapidement rétablir le Comité consultatif sur l'immigration, indépendant du Ministère, lui redonner le mandat qu'il avait et lui octroyer des ressources pour agir. Le gouvernement pourrait ainsi commander des études indépendantes qui devraient lui permettre de prendre des décisions mieux éclairées et d'agir plus efficacement.
5. L'une des premières questions que le Comité devrait examiner, si le gouvernement ne le fait pas autrement, est l'adoption d'une loi sur la résidence québécoise afin qu'elle soit uniforme dans toutes les lois québécoises. En ce moment, le Québec a de multiples définitions de résidence québécoise qui divergent sensiblement entre elles. Cela n'a aucun sens et cela crée un fouillis ouvert aux injustices et à la fraude. Cette situation doit être corrigée rapidement.
6. Dans le même ordre d'idée, le gouvernement du Québec devrait aussi exiger que pour obtenir des services fournis par le gouvernement du Québec, le requérant produise un avis de cotisation établissant qu'il a bien produit une déclaration de revenus au gouvernement du Québec. Il n'est pas question ici de fournir des services en fonction des revenus, disons-le clairement. L'avis de cotisation pourrait

simplement confirmer que le requérant a bel et bien fait une déclaration de revenus au Québec, quel que soit le montant du revenu déclaré.

La raison de cette recommandation est fort simple. Il y a en ce moment une grande quantité de Québécois et d'immigrants, notamment les évadés des paradis fiscaux et ceux qui ont une double citoyenneté, qui bénéficient largement des services du Québec, tout en ne déclarant pas de revenus au Québec et qui font des déclarations de revenus totalement bidons ailleurs qu'au Québec, souvent pour des revenus très considérables. L'accès aux services publics ne leur coûte rien et ce sont les contribuables honnêtes qui en font les frais. Il y a là un important problème de justice sociale qui mérite sûrement d'être examiné et résolu.

7. Finalement, le gouvernement du Québec devrait établir un service civique, obligatoire ou non, ouverts à tous les jeunes, de 18 à 25 ans. C'est une mesure qui existe ailleurs et qui permet de former les jeunes, de leur donner un sens d'identité et d'appartenance sociale. Ce service pourrait constituer une chance exceptionnelle pour les jeunes immigrants désireux de s'intégrer au Québec.

8. Dans les débats visant à établir le nombre d'immigrants que nous serions prêts à accepter, on oublie généralement de parler de la réunification des familles. Or dans le calcul du nombre des immigrants qu'on accueille, on devrait tenir compte de la réunification des familles parce que le chiffre d'immigrants accueillis est alors multiplié au moins par cinq. La réunification des familles a un effet exponentiel, arborescent. Grâce à cette politique, l'immigrant qui entre ici peut faire venir ici les membres de sa famille immédiate, ce qui est rarement mentionné dans le nombre d'immigrants autorisés pour une période donnée. En multipliant par cinq, on pourrait avoir une idée un peu plus exacte des répercussions du nombre qui sera décidé.

Conclusion

Il n'est pas exagéré de dire que l'avenir du Québec et des Québécois comme nation dépend des politiques québécoises et canadiennes en matière d'immigration. Et que cet avenir se joue maintenant. Les décisions que le gouvernement québécois prend maintenant à ce sujet vont décider de notre sort irrémédiablement. C'est pourquoi il faut absolument déclarer un moratoire sur l'immigration au Québec et lancer une vaste enquête sur cet enjeu fondamental.

André Sirois,
Avocat auprès de l'ONU

PS J'ai appris par les médias que votre Commission allait entendre un représentant du Haut Commissariat aux réfugiés. J'en ai été très surpris. J'ai travaillé à l'ONU pendant environ 30 ans et je puis vous assurer que s'il y a une règle absolue c'est bien que les fonctionnaires et préposés de l'ONU ne doivent jamais intervenir dans les politiques internes d'un État membre. Je représente les fonctionnaires accusés, entre autres, d'avoir enfreint les règlements de l'ONU et dans un tel cas je ne vois pas comment je pourrais défendre cet employé. J'ai communiqué avec mes contacts aux Affaires mondiales du Canada, puis au Cabinet du Secrétaire général et à la Direction des affaires juridiques de l'ONU. La réaction a été partout la même: c'est l'étonnement et l'inquiétude par rapport au risque d'incident diplomatique. Je vous suggère donc de demander à ce représentant de vous indiquer en vertu

de quelle autorité ou de quel mandat il se présente devant vous. On pourrait lui aussi lui faire remarquer que les conseils qu'il vient donner ici il aurait intérêt à les donner à son propre pays, la Suisse, qui n'est pas particulièrement généreux en ce qui regarde les réfugiés. Ce serait plus indiqué. Je vous rappelle que, selon son dernier rapport annuel (2018), le HCR cherche à placer près de 72 millions de réfugiés, qu'il appelle maintenant des « personnes déracinées ».